

Unité Interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers Saint-Barthélemy-d'Anjou
CS 80145
49 183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 24/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



AGRIAL SCA

Le Pavillon

72220 ST OUEN EN BELIN

Références : 2022-087_INSP_AGRIAL-St Ouen en Belin_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement AGRIAL SCA implanté Le Pavillon 72220 ST OUEN EN BELIN . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale 2022: contrôle des stockages d'engrais contenant du nitrate d'ammonium.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIAL SCA
- Le Pavillon 72220 ST OUEN EN BELIN
- Code AIOT dans GUN : 0006300936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société AGRIAL exploite, sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-en-Belin (72), une exploitation de silos de stockage de céréales. L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 25/09/1990.

L'établissement dispose de magasins de stockage d'engrais, notamment à base de nitrate d'ammonium.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site
- Suivi des constats issus des inspections précédentes
- Action nationale 2022 de contrôle des stockages d'engrais contenant du nitrate d'ammonium

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de

propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative du site	Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021	/	Sans objet
Situation administrative du site	Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021	/	Sans objet
Empoussièrement des bâtiments	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
Empoussièrement des bâtiments	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
Interdiction des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R543-21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative du site	Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021	/	Sans objet
Asservissement des installations de manutention au système d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
Rétention	Arrêté Préfectoral du 25/09/1990, article 3-G	/	Sans objet
Engrais à base de nitrate d'ammonium	Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021	/	Sans objet
Chlorures de potassium proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Constater, à l'intérieur des bâtiments de stockage et à proximité des stock	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement n'est pas à jour. Suite aux évolutions de la nomenclature des ICPE, l'activité classée à la rubrique 2910-A2, lors de la mise à jour de la situation administrative du 11/05/2015, est à présent classée à la rubrique 2260-2b. Le dépôt d'une demande d'antériorité sera nécessaire afin de rectifier ce classement.

L'établissement n'est pas classé au titre de la rubrique 4702, conformément aux données fournies par l'exploitant et actées lors de la mise à jour de la situation administrative du 11/05/2015. Cependant, des remarques ont été effectuées quant aux conditions de stockage des engrais, notamment la présence de produits ou matières incompatibles à proximité.

Le suivi des constats de l'inspection précédente révèle que l'exploitant continue à employer régulièrement le balai ou la soufflette dans le cadre du nettoyage de ses silos. L'utilisation de l'aspirateur ATEX apparaît marginale dans le registre de nettoyage. De plus, les consignes de nettoyages n'encouragent pas à son utilisation. Elles ne précisent pas non plus d'augmentation de la fréquence de nettoyage pendant la période de collecte. Les consignes et procédures de nettoyage doivent souligner ces points.

Enfin, l'exploitant doit démontrer que les 2 transformateurs électriques du site ne sont pas pollués par des PCB.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre de la rubrique 2910
Constats : Les installations sont alimentées par du gaz naturel, issu d'un réseau de gaz de ville. Cela est conforme au classement des activités selon la dernière mise à jour de la situation administrative de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre de la rubrique 2910
Constats : Les installations de combustion de l'établissement, d'une puissance de 16,8 MW, servent exclusivement à la mise en œuvre des installations de séchage des matières organiques naturelles par contact direct. Suite aux évolutions de la nomenclature des ICPE, cette activité est classée à la rubrique 2260-2 de la nomenclature ICPE. Le chauffage des installations est assuré par des radiateurs électriques, l'établissement ne disposant pas de chaufferie. L'établissement n'exerce pas, au jour de l'inspection, une activité classée au titre de la rubrique 2910. La situation administrative de l'établissement n'est donc pas à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021
Thème(s) : Situation administrative, Classement au titre de la rubrique 2260
Constats : Les installations de combustion de l'établissement, d'une puissance de 16,8 MW, servent exclusivement à la mise en œuvre des installations de séchage des matières organiques naturelles par contact direct. Suite aux évolutions de la nomenclature des ICPE, cette activité est ainsi classée au titre de la rubrique 2260-2b, au régime de la déclaration. L'exploitant n'a pas transmis, à la préfecture de la Sarthe, de demande d'antériorité pour la rubrique 2260-2b. La situation administrative de l'établissement n'est donc pas à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Empoussièrement des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de nettoyage des silos
Constats : Le registre de nettoyage montre une régularité accrue du nettoyage des silos en période de collecte. Cependant, selon les déclarations de l'exploitant, le déclenchement du nettoyage est lié à l'effacement des marqueurs oranges présents sur le sol de l'installation, sans traçabilité sur la régularité des rondes permettant de constater cet effacement. Les procédures d'exploitation ne précisent pas explicitement d'augmentation de la fréquence de nettoyage en période de collecte.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Empoussièrement des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Emploi du balai et de la soufflette dans le nettoyage des silos
Constats : Pour la précédente période de collecte, en 2021, le registre de nettoyage ne comporte qu'une seule mention de l'utilisation de l'aspirateur ATEX. Les autres entrées ne mentionnent que l'utilisation du balai ou d'une soufflette. L'exploitant indique que l'aspirateur ATEX est mutualisé entre plusieurs exploitations. Les procédures de nettoyage établies par l'exploitant n'encourage pas à l'utilisation de l'aspirateur, précisant explicitement la possibilité d'employer le balai ou la soufflette dès lors que les installations de manutention sont à l'arrêt. Le caractère exceptionnel de l'utilisation de balais ou d'air comprimé n'est pas respecté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Asservissement des installations de manutention au système d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt des installations de manutention si arrêt du système d'aspiration.
Constats : Un test a été effectué sur les systèmes du silo n°2. Lors de la mise en route de l'installation, le premier système enclenché est bien celui d'aspiration. Après la mise en route de l'ensemble des systèmes, l'aspiration a été arrêtée manuellement. La vanne de la cellule d'origine de la matière organique, ainsi que le transporteur situé au niveau des cellules, se sont arrêtés immédiatement. Le reste des systèmes de manutention continuent à fonctionner, mais à vide. Le double asservissement des systèmes de manutention à l'installation d'aspiration a bien été constaté sur écran de contrôle et pour l'un des silos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/1990, article 3-G
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention d'une cuve d'engrais liquide
Constats : L'emplacement de la cuve, à côté de 2 boisseaux d'amendement, est à présent vide. L'exploitant déclare que la cuve a été détruite. La cuve d'engrais liquide a été retiré et l'écart constaté lors que l'inspection du 07/04/2014 est par conséquent résolu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Interdiction des PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R543-21
Thème(s) : Risques chroniques, Transformateurs électriques susceptibles de contenir des PCB
Constats : Les transformateurs électriques présents sur l'exploitation ont été fabriqués en juillet 1988. Ils sont susceptibles de contenir des PCB. L'exploitant n'a pas été en mesure de produire, au jour de l'inspection, une analyse des huiles présentes dans ses transformateurs. Il devra donc transmettre une telle analyse afin de démontrer l'absence de PCB au-delà du seuil de 50 ppm en masse.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engrais à base de nitrate d'ammonium

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Nomenclature ICPE du 03/12/2021
Thème(s) : Actions nationales 2022, Classement de l'établissement au titre de la rubrique ICPE 4702
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de stock d'engrais en vrac, mais uniquement en big-bags. Il a présenté un état des stocks d'engrais présents sur son installation au jour de l'inspection. La liste ne permet cependant pas de distinguer clairement l'intégralité des engrais susceptibles de répondre aux définitions des engrais à base de nitrate d'ammonium concernés par la rubrique ICPE 4702. Un suivi des stocks distinguant clairement les engrais susceptibles d'être classés devra être transmis.</p> <p>Lors de la visite des installations de stockages d'engrais, il n'a pas été observé une quantité d'engrais contenant du nitrate d'ammonium supérieure à 250 tonnes (seuil le plus bas de classement dans la rubrique 4702), conformément aux données fournis par l'exploitant lors de la dernière mise à jour de sa situation administrative.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chlorures de potassium proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion de matières particulièrement incompatibles
<p>Constats : L'établissement n'est pas soumis à classement au titre de la rubrique 4702 et la prescription ne lui est donc pas applicable.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté la présence de sacs de chlorure de potassium au contact de sacs d'engrais à base de nitrate d'ammonium à 33,5% d'azote. Il a été rappelé à l'exploitant au titre de bonnes pratiques d'éloigner ces produits à au moins 5 mètres l'un de l'autre afin de garantir la sécurité de son personnel et du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
<p>Constats : L'établissement n'est pas soumis à classement au titre de la rubrique 4702 et la prescription ne lui est donc pas applicable.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté la présence d'un stock de palettes en bois à proximité d'un stock d'engrais à base de nitrate d'ammonium à 33,5% d'azote. Il a été rappelé à l'exploitant au titre des bonnes pratiques de ne pas stocker des matières combustibles à proximité de son stock d'engrais, afin de réduire le risque incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Constater, à l'intérieur des bâtiments de stockage et à proximité des stock

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Constats : L'établissement n'est pas soumis à classement au titre de la rubrique 4702 et la prescription ne lui est donc pas applicable.</p> <p>L'inspection a bien observé la présence d'extincteurs au sein des magasins de stockage des engrais. Le dernier contrôle de ces extincteurs remonte à février 2021. Ils devront donc au titre des bonnes pratiques faire l'objet d'un nouveau contrôle avant la fin du mois de février 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet